

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 30 DÉCEMBRE 1977 N° 593

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76.

1,70 F

MICHELIN

LES FORMES DE LUTTE EN DISCUSSION

Chez Michelin, malgré le vote de mardi indiquant une large majorité pour la poursuite de la grève «sous sa forme actuelle» les directions syndicales ont proposé mercredi «des formes nouvelles d'action», à déterminer par des discussions dans les ateliers. La grève totale reconductible chaque jour va donc probablement prendre fin cette semaine. Les raisons invoquées sont multiples : l'intransigeance de la direction, qui a déserté l'usine, ce qui pose le problème d'un conflit long ; les difficultés financières, le risque d'une division entre ateliers «durs» et «moins durs»...

Mais est-ce un bon moyen de renforcer l'unité que de laisser chaque atelier isolé et sans perspective ? Sous couvert de démocratie, c'est en fait favoriser la reprise. Bien sûr, la lutte n'est pas finie et le boycott du travail le samedi peut être une forme d'action efficace. Mais les ouvriers de Michelin à La Roche Sur Yon le pratiquent depuis 18 mois sans que la direction ait retiré sa décision. Au contraire, elle l'étend : elle vient d'afficher à Roanne le début des nouveaux horaires pour le 2 janvier, et ce n'est pas fini.

La journée d'action de mercredi a montré que tous les travailleurs du trust étaient animés de la même volonté de refuser le semi-continu.

Mais aucune perspective d'ensemble n'est donnée pour l'instant. C'est bien au niveau de toutes les usines Michelin que la lutte doit continuer !

(Voir P.3)

LE VOYAGE DE CARTER

L'EUROPE COMME CIBLE



Carter entreprend un grand périple qui doit lui faire visiter d'une part la Pologne, la France et Bruxelles où se trouvent les sièges de la CEE et de l'OTAN, d'autre part l'Iran, l'Inde et l'Arabie Séoudite. C'est une partie du grand voyage qu'il avait projeté de faire au mois de novembre et auquel il avait renoncé pour intervenir sur le débat qui se déroulait dans les deux chambres américaines à propos de son plan énergétique. Un second voyage est prévu pour le printemps qui devra couvrir notamment l'Amérique latine et l'Afrique.

La portée des déplacements du président US est claire : matérialiser la nouvelle politique étrangère qu'il met

en place depuis son accession à la présidence. Après avoir au cours de la Conférence de Londres rassemblé une première fois, les chefs d'Etat européens et japonais, c'est encore une fois l'Europe qui se trouve au centre des préoccupations américaines d'abord (et le voyage en Pologne s'inscrit directement dans ce contexte) ; comme lieu privilégié de la rivalité des USA et de l'URSS ensuite.

L'escale de Bruxelles devra selon les conseillers de Carter «affirmer la loyauté des USA à l'alliance atlantique et affirmer son soutien aux mesures prises en vue d'une unité européenne». Quant à l'escale de Paris elle doit être «un gain politique pour Giscard d'Estaing» car les USA ne veulent pas d'une victoire de l'Union de la gauche qui toujours selon les mêmes sources «pourrait avoir un effet de domino» sur d'autres pays européens. Par delà ces préoccupations électorales, les Etats Unis cherchent surtout à obtenir une acceptation plus entière des plans américains, de la part de l'impérialisme français dont les positions passées sur l'Europe l'avait éloigné et que sa politique passée de défense lui avait fait refuser, notamment en matière de défense européenne.

Le voyage en Inde sera l'occasion d'un retour en force des USA face à l'URSS qui s'était imposée au début des années 70. L'escale de Ryad visera avant tout à chercher un terrain d'entente pour un règlement au Proche Orient.

(Voir P.8)

LE CHÔMAGE POUR LES UNS, LA MORT POUR LES AUTRES

Un monteur est mort à l'aciérie de Neuve-Maison (Meurthe et Moselle) ; il a fait une chute de vingt-cinq mètres. Il travaillait à la construction d'une nouvelle aciérie, construction menée à un rythme accéléré par les patrons, qui d'un autre côté, ont mis l'usine en chômage technique. Pendant que les uns chôment, les autres meurent... En trois mois, six travailleurs de la métallurgie lorraine sont morts. Mardi, un ouvrier de la société Mécanique d'Irigny (Rhône) est décédé à l'infirmerie de l'usine. Il avait été asphyxié par des vapeurs toxiques dégagées par des matières synthétiques.

Gare d'Hagondange : 90 % des cheminots en grève

Jeudi matin, 90 % des cheminots de la gare d'Hagondange étaient en grève, malgré les menaces de la direction affirmant que la grève était illégale, et que le préavis n'avait pas été fait dans les formes ! Elle a dû faire descendre des cadres pour l'aiguillage des trains ! Les revendications : la sécurité, les cadences, les suppressions de postes et les reclassements.

Barre s'en - va - t'en campagne

«Ma participation à la campagne électorale sera, je peux vous l'assurer, très active dès les prochaines semaines» a déclaré Barre au cours d'une interview accordée à l'agence France-Presse. Il a décidé de se faire «décharger le plus possible de la gestion économique et financière du pays» pour avoir les mains libres dans la compétition avec Chirac.

(Voir P.6)

Créteil CTA : un vacataire menacé d'expulsion

Il y a deux mois, la direction du centre de tri de Créteil licenciat un vacataire, François Llamas. Refusant cette décision, ses camarades de travail le maintiennent depuis à son poste, sous la responsabilité des syndicats CGT et CFDT. Aujourd'hui, la direction veut obtenir de la justice le droit de recourir à la force armée pour l'expulser du centre ! Les postiers ont décidé d'arrêter le travail si la police s'y essaie.

(Voir P.3)

Logement : du neuf avec du vieux

Il y a environ un million de logements HLM insalubres. Giscard a annoncé qu'un milliard de francs serait consacré à la réhabilitation de soixante mille d'entre eux, soit 6 %. En contrepartie, les locataires des logements réhabilités verront leurs loyers augmenter de 15 à 20 %. C'est cela la politique giscardienne du logement «social».

(Voir P.2)

TUNISIE : APRÈS LA FORMATION DU NOUVEAU CABINET NOUIRA

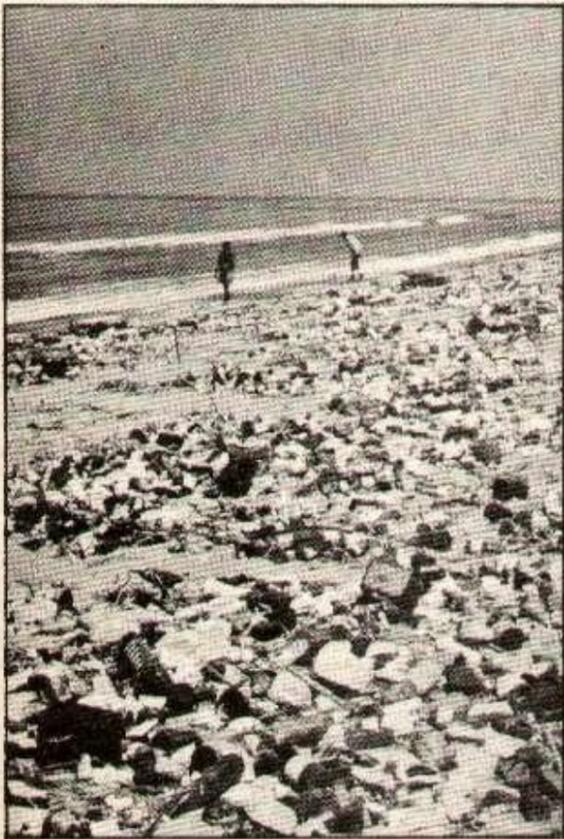
UNE VAGUE DE GREVES SE PRÉPARE



Après la formation d'un nouveau cabinet Nouira où se retrouvent des partisans d'une politique de répression systématique et ouverte, les grèves vont se multiplier en Tunisie. Les mineurs de phosphate ont décidé de reprendre la grève. Ils seront suivis par les dockers de Sfax et Tunis. Les cheminots feront grève à partir du 2 janvier.

1977 a été une année de lutte pour la classe ouvrière tunisienne qui a refusé le «pacte social», signé en février par le syndicat unique UGTT. L'année prochaine va donc voir les difficultés du régime des touristes s'accroître, alors qu'en plus la lutte pour le pouvoir s'exacerbe au sein de la classe dirigeante en vue de la succession de Bourguiba.

Méditerranée : pollution record



Deux experts des Nations Unies viennent de donner de nouvelles précisions sur la gravité de la pollution en Méditerranée : le pétrole atteint une concentration de 108 milligrammes par mètre carré et par an contre 17 milligrammes en Atlantique Nord. Les thons contiennent trois fois plus de mercure que dans l'Atlantique et la présence de cuivre dans les coquillages les rend en certains endroits inconsommables.

Des containers d'acide bromhydrique dans la Moselle

La nationale 57 est coupée temporairement entre Nancy et Epinal. Le chargement d'un camion : trois containers contenant de l'acide bromhydrique, est tombé dans la Moselle, à Mangonville (Meurthe-et-Moselle). Deux containers ont pu être récupérés, non sans mal la première grue utilisée s'est abattue sur la route. Les recherches se poursuivent pour trouver le troisième container. L'acide bromhydrique est très dangereux : les vapeurs qu'il dégage peuvent être mortelles.

Assistants maternelles

A partir du premier janvier les nourrices agréées deviendront des « assistantes maternelles ». Elles devront avoir un salaire déclaré et cotiser à la Sécurité sociale. Les familles qui confient leurs enfants à des nourrices seront considérées comme des employeurs ordinaires : elles devront donner à l'assistante maternelle une fiche de paye et verser la « part patronale » à la Sécurité sociale.

Ces mesures qui sont censées apporter des garanties aux nourrices auront principalement pour effet d'augmenter sensiblement les tarifs de garde d'enfants : la déclaration du salaire entraînera pour la nourrice des impôts qu'il faudra bien « compenser ». Pendant ce temps, les allocations pour frais de garde restent très insuffisantes. Confier ses enfants à une nourrice va devenir particulièrement difficile pour les familles populaires.

CONCORDE : ALARMES !

Mercredi un Concorde d'Air France a fait demi-tour une heure après son décollage de Roissy à destination de New York, le système d'alarme ayant indiqué un problème dans un réacteur. De retour à Roissy, l'appareil a été vérifié : selon les premières consta-

tations il se pourrait que ce soit le système d'alarme lui-même qui se soit déréglé...

ATTENTAT EN CORSE

Un pont routier a été détruit par une explosion, à une quarantaine de kilomètres au Sud-Ouest de Bastia. L'attentat a été revendiqué par le FLNC.

Un milliard pour la réhabilitation du logement social HLM

DU NEUF AVEC DU VIEUX

● Le conseil des ministres de mercredi a confirmé les mesures annoncées la veille par Giscard aux responsables d'HLM : lancement d'un programme de 60 000 logements HLM. En outre Giscard a, sans

la plus importante mesure est l'attribution d'un milliard de francs pour l'amélioration des ensembles HLM. Giscard d'Estaing a déclaré à ce propos : « Une œuvre de longue haleine doit être conduite pour améliorer les ensembles de logements sociaux qui en ont besoin. Un programme exceptionnel de travaux financés avec l'aide de l'Etat sera lancé dans les tous prochains jours. Il portera sur environ 1 milliard de travaux et permettra de réhabiliter près de soixante

mille logements sociaux ». Précisons que le milliard ne sera financé que pour un tiers par l'Etat, le reste viendra de la Caisse des dépôts et des HLM.

Soixante mille logements HLM réhabilités, c'est moins de 10 % de ceux qui devraient être réhabilités dans les plus brefs délais. Près d'un million de HLM sont dégradés, vétustes alors même que certains ne sont construits que depuis quelques années. Il s'agit donc d'une mesure dérisoire qui aura pour plus sûr effet d'augmenter les

loyers des logements réhabilités de 15 % à 20 %.

LE PIÈGE DE L'ACCESSION

D'autre part, 3 milliards de francs seront consacrés à un programme supplémentaire de quinze mille logements en accession à la propriété. L'accession à la propriété voilà la prétendue panacée du pouvoir giscardien. Elle serait avec la maison individuelle la solution à tous les problèmes de logement. Or, on l'a vu par le passé cette

politique profite à une fraction de la petite bourgeoisie qui bénéficie de prêts à la construction bonifiés, mais l'accession à la propriété pour les familles populaires s'est le plus souvent traduite par l'accession à un logement délabré avant même d'avoir servi, c'est le cas entre autres des chalandonnettes.

En ce qui concerne la mise en place de la réforme du financement du logement : aide personnalisée, l'ancien système d'aide à la pierre sera maintenu en option pour un an. Giscard a fait cette concession aux dirigeants des organismes de HLM dont beaucoup sont membres ou proches du PS. Leurs réactions, celle en particulier d'Albert Denvers député PS du Nord sont favorables, ce qui déclenche la fureur du PCF. Giscard a trouvé là un nouveau moyen de creuser le fossé entre PS et PCF.

REPRÉSENTATION BIDON

Enfin Giscard a annoncé la publication prochaine d'un décret pour permettre la représentation des locataires dans les conseils d'administration des offices d'HLM. C'est simplement le retour à la situation qui existait jusqu'en 1968. La présence de représentants de locataires, la plupart sans véritable représentativité, toujours sans pouvoir, dans les conseils d'administration est le type même de la réforme sans contenu.

Sabotage sur le site nucléaire du Pellerin

«LE COUP DU PORT AUTONOME»

Ceux qui habitent tout près du site de la « future » centrale nucléaire du Pellerin, ont pu avoir l'occasion de constater que des travaux étaient effectués près des écluses de la Martinière. Les services publics ont précisé à qui voulait l'entendre que la station de pompage en construction avait pour but l'étude de la salinité de l'eau pour un éventuel ravitaillement en eau douce des usines de la Basse Loire et des usines envisagées à Carnet et au Nord Loire. Le port autonome de Nantes Saint Nazaire étant le promoteur de l'ensemble de l'opération...

La mairie du Pellerin, n'excluant pas le rapprochement avec le projet de centrale nucléaire refuse le permis de construire, les

travaux sont effectués malgré tout, sans autre explication. Le conseil municipal du Pellerin demande alors des éclaircissements au Port autonome. Le vendredi 9, un haut dirigeant du Port autonome est reçu à la Mairie pour expliquer la nécessité de l'opération.

Mais comme le relate l'APL Ouest, la commission nucléaire ayant recueilli plusieurs arrêtés préfectoraux prouvant l'illégalité de la construction, le responsable du Port fut pris au dépourvu et dégagea sa responsabilité. Il avoue alors que les seuls instigateurs de l'affaire sont les responsables d'EDF.

Cette méthode trompeuse et grossière est couramment utilisée sur les

futurs sites de centrales nucléaires pour imposer par le fait accompli, des projets dont les populations ne veulent pas.

C'est justement cette fameuse station de pompage qui a été endommagée par un attentat hier vers deux heures du matin. Le grillage qui entourait ce chantier et les poteaux qui le soutenaient ont été jetés dans la Loire. Un appareil (compteur) a été détruit à coup de masse et de barre de fer. Les auteurs de cette action ont laissé sur les lieux une inscription à la peinture verte « Bretagne : pas de centrales ! ». Il ne reste plus à EDF qu'à recommencer à construire sa station, mais cette fois au vu et au su de tout le monde, ce qui risque d'être tout de même plus délicat...

Scandale immobilier à Creil

«A 30 MINUTES DE PARIS PAR LE TRAIN»...

Quelques immeubles qui se dressent au bord du plateau de Creil, dominant la vallée de l'Oise, c'est le domaine des Hautes-Haies où vivent 1 585 familles. Au début des années soixante, Eugène Nougaro, rapatrié d'Algérie, constitue la société anonyme de construction du domaine des Haies, avec l'aide du Crédit foncier et construit un premier ensemble d'appartements. Les Hautes-Haies sont construites ensuite. Au total, 3 000 logements vite remplis par des locataires assez aisés, attirés par une publicité séduisante : « Creil à 30mn de Paris par le train ».

Dix ans après, beaucoup des premiers locataires sont partis, remplacés par des familles aux revenus plus modestes. Peu à peu,

● A Creil (Oise), l'« empire Nougaro » est ébranlé. Eugène Nougaro et son fils Georges, promoteurs, font l'objet d'une information ouverte par le parquet de Senlis pour abus de biens sociaux et banqueroute. Ces deux dirigeants de la Société civile immobilière des Hautes-Haies auraient pratiqué la confusion du patrimoine de la SCI, de celui d'une autre propriété, le Parc du Rouher et de leur patrimoine personnel. Dans la comptabilité de la SCI : un « trou » de plusieurs dizaines de millions que l'on semble avoir mis bien du temps à découvrir.

la SCI néglige d'entretenir les immeubles au point qu'aujourd'hui l'amicale des locataires a demandé que les Hautes-Haies soient déclarées « zones sinistrées » !

Il est de plus en plus question de difficultés financières de la SCI. Ces difficultés débouchent l'hiver dernier sur un conflit avec la société de chauffa-

ge : pendant trois jours, les locataires en font les frais puisqu'ils sont privés de chauffage. Nouvelle coupure en octobre dernier : la nouvelle société de chauffage, la COFRETH refuse d'accomplir son contrat tant que les factures de 77 ne seront pas payées par la SCI, alors que « les locataires ont payé ponctuellement leurs charges » comme le précise

la COFRETH. Les Nougaro n'en prétendent pas moins que leurs difficultés viennent des « loyers impayés ». C'est le même refrain qu'entonnent aujourd'hui les deux promoteurs tandis que des précisions ont été apportées sur l'ampleur de leurs dettes : 10 millions de francs dus au fisc, 20 millions au Comptoir des entrepreneurs, 1,5 million à la COFRETH, 3 millions à d'autres entreprises. Un bilan établi sans trop de hâte quand on sait qu'un administrateur séquestré avait été nommé à la tête de la SCI pour en vérifier la comptabilité, dès le mois de mai dernier. La SCI a été mise en liquidation judiciaire. Mais un problème demeure : que vont devenir les locataires des Hautes-Haies ?

Michelin

Les directions syndicales proposent «d'autres formes d'action».

Mercredi, les résultats définitifs du vote organisé la veille par la CGT et la CFDT étaient connus. C'est à une très large majorité, 5 145 sur un total d'un peu plus de 7 000, que les grévistes de Michelin affirmaient leur volonté de poursuivre la lutte. Parmi eux, c'est aussi une très forte majorité qui envisageait la poursuite de l'action par des grèves reconductibles de 8 h, voire même l'occupation.

Pourtant, dès mercredi matin, les directions syndicales invitaient les grévistes à rentrer dans les ateliers pour discuter des méthodes d'action nouvelles qu'il fallait mettre en place. De toute évidence, elles renoncent à poursuivre la grève totale.

Toute une série de raisons sont mises en avant.

«On est maintenant dans une situation de guerre de tranchées, c'est le vide devant nous : plus d'employeur, plus de représentant de la direction, les bureaux sont vides, ces messieurs ne sont plus dans l'entreprise depuis 2 semaines. On n'a aucune possibilité de discuter avec la direction. C'est donc un conflit de longue haleine, il faut harceler la direction, mais il n'est pas possible, dans l'état actuel des choses, de poursuivre la grève sous sa forme actuelle. On invite donc les travailleurs à réfléchir, et à voir comment il est possible de se battre dans chaque atelier pour faire échec à la mesure». Voilà ce que proposaient les directions syndicales dès mercredi. Elles préconisent donc l'arrêt, à partir de vendredi probablement, des arrêts de 8 heures.

Deuxième raison invoquée, c'est le risque d'une accentuation de la division entre ateliers plus ou moins durs. C'est un fait que la combativité n'est pas la même dans tous les ateliers des 5 usines de Clermont, et qu'à Michelin, cette division est entretenue depuis des années, et a freiné plus d'une lutte. Cela dit, la menace du semi-continu a fait voler

en éclats, au moins au début du mouvement, toutes ces divisions, et qu'elles n'ont pu se développer à nouveau que sur la base d'une grande absence de perspectives. Et dans ce cas, comment comprendre que chaque atelier soit laissé à sa propre initiative, les plus «durs» pouvant continuer, les autres reprendre ? N'est-ce pas renoncer sous couvert d'une plus grande démocratie, à mener la bataille pour l'unification, en faisant des propositions efficaces ?

Enfin, il est dit qu'il faut que les travailleurs soient

sur le terrain, dans les ateliers «vu la grandeur de l'entreprise». Tout dépend pour quoi faire !

De fait une certaine reprise du travail s'est amorcée mercredi : entre 15 et 20 %, et non pas, comme le prétend la direction, de 60 %. Mais de toute évidence, c'est là encore faute de perspectives : comment expliquer autrement que «La Combau», qui s'était prononcée la veille majoritairement pour l'occupation, décide mercredi de reprendre le travail ?

REFUS DE BEULLAC

C'est certain, la lutte sera longue, la direction n'est pas prête à céder : mercredi à 17 heures, Beullac refusait de recevoir une délégation des travailleurs de Michelin, et faisait garder son ministère par un cordon de flics. Mais le refus du semi-continu est bien plus fort que Michelin et s'est exprimé

largement dans tout le trust, mercredi, à Vannes, Bourges, Cholet, La Roche sur Yon, Joué les Tours, Orléans, Monceau les Mières, Troyes. Dans des usines Michelin où pratiquement jamais aucune grève n'a lieu, des débrayages importants ont été déclenchés, comme à Troyes !

A La Roche sur Yon, cela fait 18 mois que les ouvriers de Michelin refusent de venir travailler le samedi. Ce qui leur a manqué et qu'ils n'ont cessé de réclamer, c'est la solidarité des autres boîtes du trust. De nouvelles formes de luttes ? Elles peuvent mener à la victoire. Mais parmi les conditions nécessaires, il y a la coordination de la lutte sur tout le trust, et on en est loin aujourd'hui : la journée nationale de mercredi est faite «chacun dans son coin», sans que l'information circule même !

M. CHÉRAN



Beaucourt UNELEC-SBM

Les fondeurs continuent la grève

A UNELEC - SBM (usine de moteurs électriques), depuis plusieurs jours les travailleurs sont en grève. En guise de cadeau de Noël, la direction avait décidé de réduire la prime de fin d'année «pour absences et retards» avec des abattements allant jusqu'à 33 %. Les travailleurs n'étant pas prêts à accepter ces nouveaux sacrifices répondaient par une grève dure, retenant plusieurs heures les directeurs dans leurs bureaux. Au bout de 3 jours et demi, des négociations avaient lieu ; mais la direction refusait toujours de revenir sur les réductions des primes ; elle acceptait seulement de revoir «certaines anomalies» (selon ses termes) : annuler les mesures de chômage partiel prévues entre le 26 et le 31 décembre, si les travailleurs cessaient immédiatement la grève... La reprise du travail était alors décidée et pour la CGT, il s'agissait d'un recul important de la direction, d'une victoire des travailleurs !

Cependant, 2 heures après les négociations, la centaine d'ouvriers de l'atelier «fonderie» se mettait

à nouveau en grève, sur leurs revendications : hausse des salaires de 15 %, augmentation des primes de pénibilité (de 0,37 F à 0,80 F de l'heure), de doublage, d'insalubrité (de 1,41 F à 2 F), aménagement du temps de travail par l'octroi, matin et soir, de 10 minutes de repos pour prendre une douche.

Alors que les fondeurs travaillent dans des ateliers baignés de nuages de poussière de sable, la direction ne leur propose qu'une revalorisation de 0,13 F par heure de la prime de pénibilité, et elle a fait venir un huissier pour qu'il constate l'occupation du réfectoire par les grévistes afin d'engager une action devant les tribunaux !

Forni, député PS (CERES) étant venu à Beaucourt pendant le conflit s'est vu reproché cette visite par la direction d'UNELEC... «Mais, a-t-il répondu, je serais aussi bien venu si c'est la direction qui me l'avait demandé ...

La grève des fondeurs continue.

Corr. BEAUCOURT

Les cheminots d'Hagondange repartent en lutte

Les négociations de mardi étant quasiment négatives, et ne leur donnant que des miettes, les cheminots d'Hagondange ont décidé de partir en grève, à dater de jeudi 29. Grève illimitée, jusqu'à satisfaction des revendications, qui sont toujours les mêmes : la question de la suppression des postes, la sécurité, les cadences, et les «reclassements», c'est-à-dire la nomination des cheminots au niveau de leur qualification.

Corr. SNCF HAGONDANGE

Créteil Centre de Tri

Non à l'expulsion de François Llamas

Mardi 27 décembre, François Llamas, vacataire au centre de tri de Créteil, licencié il y a 2 mois et maintenant à son travail par ses camarades de travail a reçu une assignation au tribunal pour vendredi 14 h, ouvrant la voie pour les PTT à la possibilité de requérir la force armée pour l'expulser du centre. Avec procédure d'urgence, exécutoire sans que l'appel suspende la décision : la procédure la plus rapide et la plus arbitraire. Mardi soir, le personnel réuni en Assemblée générale, a décidé de continuer à maintenir François à son travail, de l'accompagner au tribunal le plus nombreux

possible, et d'arrêter immédiatement le travail en cas d'arrivée de toute force de police, jusqu'à ce qu'elle renonce à expulser François Llamas.

Les sections CGT et CFDT Créteil centre de tri (CTA) ont rédigé le communiqué suivant : «Après le centre de tri de Pontoise, les postiers du centre de tri de Créteil viennent d'arracher le maintien de 24 auxiliaires qui devaient être licenciés au 31 décembre 77, et ce, sous la menace d'un préavis de grève. Norbert Ségard, ministre des PTT, appréciant mal d'être contraint au recul, menace de faire évacuer un vacataire,

François Llamas, par la force armée (ce vacataire, licencié le 28 octobre 77, travaille sous la protection du personnel et des organisations syndicales CGT et CFDT depuis 2 mois). L'attitude scandaleuse du ministre des PTT, attentatoire aux libertés, est intolérable, vis à vis d'un personnel taillable et corvéable à merci, et ne laisse pas sans réaction les postiers du CTA de Créteil, qui se préparent à la riposte de masse immédiate si l'assignation au tribunal et l'appel à la force armée sont suivis d'effet».

Paris, le 28 déc. 77
Corr. Créteil CTA

Difor Besançon

Reprise après 4 jours de grève sur la prime de fin d'année

Jeudi 22 décembre après avoir refusé toute explication aux délégués sur la manière dont elle allait répartir la prime de fin d'année, la direction refusait également de recevoir une délégation de 50 personnes. Les 50 employés se sont aussitôt réunis, et on a décidé de ne pas reprendre le travail tant qu'ils n'auraient pas eu satisfaction : 1 000 francs pour tous minimum, 13^e mois uniforme pour tous.

La grève a duré 4 jours, aucune entrevue n'a pu avoir lieu avec la direction, qui s'est contentée de venir leur spécifier qu'ils étaient en situation illégale, et que s'ils étaient en grève, ils n'avaient qu'à

rentrer chez eux. (L'entrevue est à 10 km de Besançon).

Vendredi matin, un huissier est venu «constater les dégâts» : 3 affiches collées sur les murs du restaurant, et expliquant pourquoi les travailleurs étaient en grève ! Durant ces 4 jours, les grévistes ont déployé leurs efforts pour populariser leur grève : diffusions de tracts et collectes ont été effectuées en ville et dans les autres entreprises. Ils se sont aussi efforcés d'étendre la grève dans les services : prises de parole à l'entrée de la boîte, au restaurant d'entreprise, réunions locales de la CFDT, discussions dans les services. Mais la grève n'a pas réussi à s'étendre.

C'était un mouvement spontané, qui a démarré lorsque les travailleurs ont appris que la masse totale prévue pour la prime de fin d'année était de 35 millions AF. Ce qui faisait 1 900 F chacun, mais à condition bien sûr que cela soit réparti également. De plus, le patron a pu jouer sur le fait que la plus grande partie des commandes de Noël étaient déjà parties.

C'est pourquoi les grévistes ont repris le travail le mercredi 28 décembre, un peu déçus, car pour beaucoup, c'était la première grève. Mais la lutte a tout de même permis de tisser de nouveaux liens entre les travailleurs.

Corr. DIFOR

septembre

1^{er} : Le conseil des ministres de rentrée annonce la poursuite du plan d'austérité, subventionne le patronat en difficulté et réalise une opération publicitaire : le relèvement de l'allocation de rentrée scolaire.

2 : La conférence mondiale des psychiatres condamne la répression psychiatrique contre les opposants en URSS.

Sur A 2 Marchais feint de découvrir que le PS une fois au gouvernement pourrait bien vouloir gouverner tout seul avec la complicité bienveillante de la droite.

3 : Succès de la journée «portes ouvertes» à Montefibre (Vosges).

4 : 500 000 Basques manifestent pour l'amnistie totale.

5 : En tirant à 6 millions *L'Humanité*, le PCF tente d'intéresser les travailleurs à ses marchandages avec le PS.

6 : Le patron des patrons allemands, Schleyer, est enlevé. Schmidt déclenche une véritable hystérie «anti-terroristes».

● Le militant basque Apalategui est libéré : la justice française a dû reculer.

9 : Échec retentissant de la manifestation anti-autonomie en Corse.

● E. Maire dénonce la tentative du PCF d'utiliser la CFDT dans sa polémique avec le PS.

11 : 1 million de Catalans manifestent pour l'autonomie.

● Marchais à la «Fête de l'Humanité» annonce : «l'accord n'est pas certain».

12 : De Wendel confirme son plan de 16 000 licenciements.

● Gierak en visite à Paris : une «coopération» payante pour Giscard.

13 : Giscard assure Schmidt de sa collaboration dans la «chasse aux terroristes».

14 : Sommet de la gauche pour «réactualiser» le Programme commun. Fabre fait un coup d'éclat en quittant brusquement la séance.



15 : Rentrée des classes ; l'an I de la réforme Haby commence : aggravation du contrôle disciplinaire et de la sélection.

16 : 8 000 producteurs de lait manifestent contre la taxe de co-responsabilité instituée par la CEE.

19 : Quatre militants autonomistes corses, interpellés le 14 après l'attentat contre le domicile du procureur général de Bastia, sont déférés devant la cour de Sécurité de l'État.

● Violents combats au Sud-Liban à la suite de l'offensive israélienne, venue appuyer les fascistes libanais.

23 : Le deuxième sommet de la gauche se termine par une rupture ouverte.

24 : 50 000 personnes se rassemblent à Bologne au colloque international contre la répression ; «le compromis historique» du PCI mis en accusation.

● Malgré son interdiction, la journée «portes ouvertes» à Dubigeon accueille près de 6 000 personnes.

«UNION» DE LA GAUCHE : LA CASSURE

Vendredi 23 septembre, 1 h 30 du matin : c'est la rupture. Après deux longues journées de négociations, les trois partis de «union» de la gauche se sont séparés sans fixer une date de reprise. Une semaine après : le départ de Fabre claquant la porte du premier sommet, et après quatre mois de polémique pratiquement ininterrompue, la divergence des projets que recouvraient depuis longtemps l'union de la gauche vient d'éclater au grand jour.

Au centre de la rupture, les nationalisations. Marchais l'avait affirmé nettement le jeudi 22 : il était prêt à faire les plus larges concessions si satisfaction lui était donnée pour l'extension des nationalisations. Mais du côté du PS, après un flou longuement entretenu à l'approche des élections il doit préciser son projet politique : comme l'a

bien montré le débat télévisé Barre-Mitterand, le PS n'a d'autre but que d'aménager le système capitaliste en place, en défendant la «liberté d'entreprise», de poursuivre le plan Barre, et de tout faire pour limiter les possibilités pour le PCF d'accéder aux leviers de commande.

Pour le PCF justement, les nationalisations sont un «terrain capital» selon l'expression de Marchais.

Il s'agit pour lui de placer d'emblée, des hommes à lui à la direction du maximum de grandes entreprises. De même les marchandages, (dont on parlait beaucoup moins) portaient aussi sur la répartition des ministères : le PCF revendiquant des postes-clés pour mettre la main sur le secteur économique d'État (Marchais se proposant comme ministre de l'Économie et du plan) et sur les rouages de la vie politique locale (minis-

tères dit de collectivités locales). S'assurer, dès le départ, le maximum de leviers de commande, pour pouvoir ensuite, au besoin par une sorte de coup de force, s'imposer seul au pouvoir, tel est le véritable enjeu, pour le PCF, de la négociation. Ainsi transparait très nettement le projet du PCF : un capitalisme d'État, où le parti révisionniste, hégémonique, tiendrait entre ses mains, au nom de la classe ouvrière, à la fois le pouvoir et la gestion d'un vaste secteur étatique, recomposant ainsi une nouvelle bourgeoisie formée de politiciens révisionnistes, de chefs syndicaux, de fonctionnaires, de cadres et d'ingénieurs.

Si la divergence des projets n'a pas éclaté plutôt au grand jour c'est que la perspective du pouvoir était

encore éloignée. Maintenant qu'elle se précise, le flou n'est plus de mise. Chacun des partenaires veut s'assurer du contrat le plus favorable possible pour, une fois au gouvernement, poursuivre ses objectifs propres.

Bien sûr, il n'est pas impossible que les morceaux soient tant bien que mal recollés pour retrouver une façade d'unité d'ici les élections.

Mais de toute façon, un mythe est mort le 23 septembre ; celui d'un projet prétendument commun aux partenaires de l'union de la gauche.

Dans la mesure où ces deux projets apparaissent, avec la cassure, plus nettement comme des projets bourgeois, la nécessité, pour la classe ouvrière, de dégager son propre projet révolutionnaire, se fait plus claire et plus urgente.

Montefibre : NON AUX 1 000 LICENCIEMENTS

Le 5 septembre, Casali (à droite) est «retenu» par les ouvriers en colère qui le contraignent à téléphoner à la direction italienne.



Le 3 septembre, les ouvriers de Montefibre à Saint-Nabord (Vosges) accueillent plus de 3 000 personnes à leur journée portes ouvertes. Montefibre, filiale de la multinationale italienne Montedison était l'usine la plus moderne d'Europe dans sa spécialité : la fabrication de fibres textiles synthétiques. Pourtant, le 13 juillet, à la veille des congés, la nouvelle de la fermeture tombe. Plus de 1 000 ouvriers sont menacés. La riposte s'empare d'un premier succès : le report de la fermeture au 5 septembre.

Ce jour-là le directeur de l'usine, Casali, est «retenu» par les ouvriers en colère, dans l'usine. Devant cette détermination, la Montedison louvoie : tout en parlant d'une reprise avec une partie seulement du personnel, elle livre au compte-goutte le feu nécessaire à la marche de l'usine.

Depuis septembre, les colonnes de polymérisation ont été arrêtées faute de fuel et la direction mise sur le pourrissement. Mais pour les ouvriers de Montefibre, la lutte continue jusqu'au réemploi de tous

Affaire Schleyer EN RFA, DÉPLOIEMENT POLICIER

C'est une véritable campagne de délation qui a été organisée par le chancelier ouest-allemand Schmidt dès que fut connue la nouvelle de l'enlèvement de Schleyer, le patron des patrons allemands, par un commando de la Fraction Armée Rouge. Pendant que la police est sur les dents, les conditions de détention des prisonniers politiques sont aggravées, et déjà la police allemande affirme contre toute vraisemblance que Klaus Croissant, ex-avocat de la Fraction Armée Rouge, qui vit en France où il a demandé l'asile politique depuis plusieurs mois, est un des organisateurs de l'opération. Le mardi 13, Giscard téléphone à Schmidt pour lui promettre sa collaboration. A la fin du mois, au lendemain même de la visite de Mitterand à Bonn, où il est allé assurer Schmidt de sa solidarité contre le terrorisme, Giscard fait arrêter Klaus Croissant.



Affaire Schleyer :

L'EUROPE DES POLICES

Le patron des patrons allemands, H.M. Schleyer, est enlevé. Le gouvernement Schmidt refuse les exigences des ravisseurs, qui demandent notamment la libération des prisonniers de la RAF. Les choses traînent en longueur lorsque un commando détourne un Boeing de la Lufthansa et menace de faire sauter l'avion, si Bonn s'obstine à ne pas céder.

Le dénouement est rapide et sanglant : le commando est abattu à Mogadiscio, par un groupe de choc, GSG 9, venu de RFA. Peu de temps après, on apprend que Baader et ses amis sont morts «suicidés», dans leurs cellules. Le corps de Schleyer est retrouvé ensuite dans le coffre d'une BMW à Mulhouse.

Après ce carnage en série, Schmidt se pose en héros et en exemple européen et international de fermeté dans «la lutte contre le terrorisme».

En France, durant toute l'affaire, les autorités collaborent très étroitement avec celle de RFA sous la bannière de la lutte contre le terrorisme, c'est en fait en Europe de l'ordre musclé, l'Europe des polices, sous leadership ouest-allemand, qui cherche à se mettre en place contre les travailleurs. L'Alsace, puis la Moselle, sont quadrillées et ratissées par la gendarmerie et les CRS venus en renfort. Le Bundes Kriminalamt installe une antenne en Alsace. De journaux locaux publient «à l'allemande» des photos des suspects pour inciter la population à participer à la chasse à l'homme. Schmidt remercie «son cher Valéry». Et Bonnet

est le seul ministre étranger présent aux lugubres funérailles nationales en l'honneur de l'ex-nazi Schleyer. K. Croissant, déjà emprisonné est menacé d'extradition. La presse et les autres médias font chorus. A droite comme à gauche. *Le Matin*, organe

officiel du PS, va plus loin et en profite pour appeler à la répression de révolutionnaires en France, qu'il qualifie de terroristes. Tandis que le PCF ne voit là qu'une occasion de marquer des points, par ricochet, sur Mitterrand et la social-démocratie, sans plus.

Ainsi, les menaces qui se préparent à droite comme à gauche, en cas d'aggravation de la crise, se précisent : elles mettent au premier plan la nécessité pour les travailleurs de lutter pour leurs droits politiques et les libertés démocratiques.



Sous la bannière de la lutte contre le terrorisme, c'est en fait une Europe de l'ordre musclé, une Europe des polices sous leadership ouest-allemand, qui cherche à se mettre en place contre les travailleurs. Ici la police allemande diffuse à la population des tracts reproduisant les portraits des membres recherchés de la RAF.

19 octobre

LE MASSACRE D'AZTRA

Plus de 120 personnes, travailleurs, femmes et enfants sont mortes ce jour là, assassinées par la police avec une sauvagerie inouïe à Aztra en Equateur. Les ouvriers occupaient les lieux depuis plusieurs jours. La police a donné l'assaut, précipitant les travailleurs et leurs familles dans des cuves de sucre en fusion ou les jetant dans un canal proche de l'usine.

Aztra, c'est un complexe sucrier qui emploie 1.800 ouvriers à la raffinerie et plusieurs milliers d'ouvriers agricoles dans les cultures de canne à sucre. Les ouvriers d'Aztra ont déjà une longue expé-

rience de lutte. Cette année ils demandaient une revalorisation de leurs salaires, étant donné que le prix du sucre à l'exportation a été augmenté. Mais leurs revendications portaient aussi sur la sécurité, l'emploi (pour les travailleurs saisonniers). Elle unissait les ouvriers de la raffinerie et les ouvriers agricoles. Elle jouait un rôle d'avant-garde pour les travailleurs équatoriens.

C'est pour ces raisons qu'elle a été réprimée de façon sanglante. Cette répression s'inscrivait dans le contexte d'une crise : le triumvirat militaire, coïncé par les contradictions internes de la

classe dominante doit présenter un projet de retour à la «démocratie». La répression d'Aztra reflétait la prise de position d'un secteur des forces armées favorable à l'usage direct et brutal de la force et à une dictature ouverte de la bourgeoisie.

Le 27 novembre, au Rassemblement communiste du PCR, à la salle de la Mutualité (Paris), un message des travailleurs d'Aztra, témoignage bouleversant nous était lu. Il se terminait ainsi : «Aujourd'hui, les travailleurs d'Aztra sont debout, en lutte, et nous voulons que les travailleurs de partout le sachent».

PS : virage électoral sur le nucléaire

Le bureau Exécutif du PS se prononce le 21 octobre pour un moratoire nucléaire de dix-huit mois à deux ans. Décision assez surprenante, comparée aux déclarations bien différentes du PS à la veille de la manifestation de Malville.

Il s'agit, de toute évidence, d'essayer au moins de s'assurer, pour le second tour, le report du maximum de voix écologistes sur les candidats PS.

En effet, le PCF est contre un tel moratoire (de même d'ailleurs que le CERES).

Le PS ne critique pas véritablement le pro-

gramme nucléaire du gouvernement, mais plutôt la façon dont il a été décidé : sans consensus. Le moratoire d'ailleurs ne s'applique qu'aux centrales non construites ou à peine mises en chantier, et à Superphénix. De fait le programme pourrait se poursuivre là où la résistance de la population est plutôt faible : «Dans la mesure où les sites comme Bugey ont été tolérés par la population, nous préférons que la construction soit poursuivie sur ce site plutôt que d'avoir à choisir de nouveaux sites», déclarait la déléguée nationale du PS à l'environnement.

1^{er} octobre : 500 personnes manifestent à Mulhouse contre le projet de canal à grand gabarit.

2 octobre : 2 000 travailleurs à la journée porte ouverte organisée par les travailleurs de Defrenne (Roubaix).

3 octobre : La chambre d'accusation rejette la demande de mise en liberté provisoire formulée par les avocats de Croissant.

4 octobre : Des dizaines de milliers de manifestants en Italie à l'enterrement du révolutionnaire Walter Rossi assassiné par les fascistes.

● Mitterrand réunit tous ses secrétaires fédéraux pour les préparer à la guerre de tranchée avec le PCF.

5 octobre : Troisième CC du PCF en un mois ; pour la première fois est formulé explicitement le thème du «virage à droite» du PS.

6 octobre : Ouverture de la conférence de Belgrade qui doit faire le point sur l'application des accords d'Helsinki.

● Le gouvernement allemand réclame l'extradition de Croissant.

7 octobre : Evacuation par la force du pylône de Heiteren occupé depuis 6 mois par des opposants au programme nucléaire.

● 10 000 travailleurs dans la rue avec les Dubigeon en lutte pour le deuxième mois.

● 300 000 Basques manifestent à Bilbao pour exiger l'autonomie.

● Violents incidents à Berlin-Est entre les jeunes et les flics lors de la commémoration de l'anniversaire de la RDA.

8 octobre : Plusieurs milliers de manifestants en RFA contre la menace d'interdiction des organisations se réclamant du marxisme-léninisme.

9 octobre : Devant 6 000 vieux, Giscard annonce que «pour leur protection», il va mettre sur pied des pelotons de surveillance et d'intervention de la gendarmerie.

10 octobre : Les Lip organisent une manifestation de riposte à la coupure du gaz effectuée par les flics deux jours plus tôt pour saboter leur restaurant ouvert aux chômeurs.

11 octobre : La commission d'enquête sur Ekofisk met en lumière la responsabilité des compagnies pétrolières.

12 octobre : Visite de Tito à Paris.

13 octobre : Giscard invite des représentants des mouvements écologistes.

● Manufrance : neuf semaines de chômage partiel avant les fêtes sont annoncées.

● Marchais rend public à l'Assemblée un contre-budget qui reprend les grandes lignes de son chiffrage du Programme commun.

16 octobre : Discours nostalgique de Giscard pour l'inhumation du soldat inconnu mort en Algérie, à Notre Dame de Lorette.

17 octobre : Manifestation des Montefibre pour la réouverture de Saint Nabord.

● Coup de force policier contre les 320 chauffeurs de la CTC, à Caen.

● Ouverture du procès de Prague contre des opposants à la dictature des Soviétiques et de leurs collaborations.

18 octobre : Baader, Enslin et Raspe trouvés morts «suicidés» dans leur cellule.

● La CGT annonce qu'elle va tirer un tract à 6 millions d'exemplaires pour soutenir le Programme commun.

● Recul partiel de la bourgeoisie ; le Conseil d'Etat juge que la suspension de l'immigration familiale par Stoléro est «illégal».

22 octobre : Les riverains de l'aéroport Kennedy peuvent jouir du bruit de Concorde...

25 octobre : Officiel : après l'avoir encouragé, le gouvernement taxe durement «le tout électrique».

● Carrillo signe «le Pacte d'austérité avec tous les autres partis bourgeois espagnols».

27 octobre : Des travailleurs de Blaupunkt (Caen) passent en procès pour des faits remontant à juin 75 «séquestration avec violence»...

● L'indice de septembre est publié : + 0,9 % !

● Bourges déclare : «Les autorités françaises n'excluent aucune action de nature à permettre la libération des otages du Polisario».

BARRE OUVRE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

A quelques semaines de l'ouverture de la campagne électorale, soulagé d'avoir vu se disperser au terme de sa durée naturelle une assemblée parlementaire où la «majorité» sombrait un peu plus tous les jours sous les coups du RPR, Barre entend se lancer lui aussi dans la bataille «politique». Tout d'abord en s'efforçant de se tailler une image de marque à la mesure d'un aspirant-leader de la «majorité»: Barre a choisi pour accorder une interview à l'AFP le jour de la publication d'un indice des prix qui lui est particulièrement favorable. Il s'est en outre efforcé de se tailler à bon compte un profil d'homme politique: «Qui donc, a-t-il demandé pour ne rappeler que ce fait, dans la majorité, depuis la campagne pour l'élection présidentielle, est allé débattre à la télévision avec François Mitterrand? N'est-ce pas là de ma part un engagement politique?». Mais surtout, il s'est efforcé de rejeter sur le RPR l'effacement à peu près total dans lequel il s'est tenu jusqu'ici: «En ce qui concerne la majorité parlementaire, a-t-il dit, mon devoir était d'éviter tout ce qui aurait pu provoquer sa rupture».

C'est avouer que depuis longtemps, cette fameuse «majorité» ne tient plus qu'à un fil. Barre entend la

reconstituer «dans la clarté». En ouvrant les hostilités avec Chirac: «La campagne électorale qui doit s'ouvrir doit se faire dans la clarté. On ne peut à la fois affirmer fidélité et respect au président de la République et traiter par préterition le gouvernement nommé par le président de la République en alléguant que le président de la République n'assumerait plus complètement aujourd'hui, comme avant 74, sa majorité. On ne peut à la fois proclamer un attachement indéfectible aux institutions de la V^e République et revendiquer pour un parti, fut-il le plus nombreux le droit de déterminer la politique à suivre».

Rien de bien neuf, dans ces critiques. Sinon que Barre entend s'engager à fond dans la campagne électorale, «comme candidat et comme premier ministre». Ses objectifs, il les a réaffirmés, mais nous les connaissons déjà: l'austérité pour encore deux ans au moins, et le ralliement escompté du parti socialiste: «Des adversaires politiques ne sont pas forcément des adversaires irréductibles. C'est la leçon que nous donnons d'autres pays. Telle est la principale «réforme» que nous devons rechercher». Un appel très direct qui pourrait bien être entendu.

Gauche

SAVANTES MANŒUVRES DANS LA LOIRE ?

Le PCF chercherait-il à susciter une crise au sein du parti socialiste dans le département de la Loire? C'est en tout cas ce qu'on peut se demander au vu des incidents qui se sont produits dans les deux municipalités à majorité socialiste de Saint-Chamond et Roanne.

A Roanne, ses conseillers municipaux ont refusé la création d'un «comité pour l'emploi» proposé par la majorité socialiste du conseil municipal. A Saint-Chamond, ils ont essayé de tenir une conférence de presse à l'hôtel de ville pour réclamer «une plus large démocratie dans la gestion municipale».

Le choix de ces deux villes ne semble pas dû au hasard. En effet, la majorité, dans la fédération de la Loire du PS, appartient au CERES. Après les élections municipales, on avait même dit que la direction du PS avait reproché à cette

fédération d'avoir laissé la majorité du conseil municipal de Saint-Etienne aux mains du PCF.

A Roanne et à Saint-Chamond, cependant, la situation est différente: c'est la majorité mitterrandiste du parti socialiste qui y domine dans ses organisations locales. Lors de la préparation des élections municipales, cela avait d'ailleurs donné lieu à un conflit au sein de la section de Saint-Chamond du PS. Si on ajoute que le CERES, minoritaire à Roanne au sein du PS, y dispose néanmoins d'un certain nombre d'élus au sein du conseil municipal, on en vient à se demander ce que cherche le PCF: ne s'agirait-il pas d'amener la fédération de la Loire du PS à se désolidariser des deux autres maires de Roanne et de Saint-Chamond, et ainsi, vraisemblablement, à entrer en conflit avec la direction du parti socialiste elle-même?

Prix : + 0,4 % en novembre

LA HAUSSE RALENTIT MAIS LES PRIX GRIMPENT TOUJOURS

● La médecine n'est pas dans les habitudes de Raymond Barre. On a une fois de plus eu l'occasion de s'en apercevoir à la sortie du conseil des ministres du mercredi 28, où Barre a pu commenter l'indice des prix de novembre. 0,4 % de hausse,

c'est un chiffre très bas, et aussi un chiffre qui ne correspond pas aux bruits qui traditionnellement circulent avant la publication de l'indice officiel, et qui faisaient état d'une hausse des prix de 0,6 % ou 0,7 %.

Un blocage des prix pareil... seule une grosse bête peut le faire !

Barre se flatte d'avoir réussi à bloquer quelque peu les prix en fin d'année. Mais Barre nous trompe, les clients de la plus grande chaîne de supermarché de l'Est de la France ont pu s'en rendre compte le 1^{er} décembre dernier.

Ce jour là, la CEDIS (Mammouth, etc.) dont le PDG est un certain Gabriel Mathey, responsable du CNPF pour Besançon, a augmenté les prix d'une quarantaine de produits de consommation courante. Quelques exemples entre autres: les haricots blancs en hausse de 16 %, la bière Heineken de 18 %, le vin de Provence 18 %, les poires au sirop en hausse de 45 %, le cacao Van Houten en hausse de 68 % ! La chaîne Mammouth CEDIS couvre la Franche Comté, Montceau-les-Mines, Epinal et Troyes.

Barre parle de défense du consommateur, mais il le trompe ! Tromper les familles avec autant de cynisme, que ce mammouth qui prétend «écraser les prix», «seule une grosse bête peut le faire !»



C'est dans ce domaine que se joue l'avenir des hausses jusqu'en mars prochain: les marges sont toujours sévèrement contrôlées par la Direction générale de la concurrence et des prix, alors qu'un vent de tempête se lève chez les patrons pour mettre fin à ce contrôle des prix. Maintenir un indice pas trop mauvais, et mécontenter les patrons, ou satisfaire les patrons au risque d'un dérapage de l'indice, le dilemme est cruel pour un gouvernement dont la politique est toute entière axée sur l'échéance des législatives.

Au delà de ce dilemme, qui ne nous concerne que dans ses conséquences, la question se pose de savoir si Barre, dans ce domaine là du moins, n'est pas en train de remporter un succès. En fait, il faut constater que ce phénomène de ralentissement des hausses de prix est commun à la plupart des pays. La France aurait même tendance à être quelque peu en retard sur les autres. La satisfaction de Barre est donc à relativiser, et plus encore si l'on prend en compte l'ensemble de sa politique économique. Chômage et vie chère restent les deux piliers de l'action de Monsieur Barre.

◀ Si la hausse des prix annoncée est de 0,4 %, les produits manufacturés sont augmentés, eux, de 0,7 %.

LES «EMMERDEURS» ET LES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Mercredi, le *Canard Enchaîné* a publié un nouveau document à verser à ce dossier. Il s'agit d'un télégramme de l'ambassade de France au Gabon au ministère des Affaires étrangères, dont voici le contenu: «M. Bossard, représentant des Français du Gabon au Conseil supérieur, a quitté Libreville hier soir, porteur de 1 650 demandes d'inscriptions en blanc pour des villes de plus de 30 000 habitants, et de 1 650 procurations, également en blanc. Ces documents seront remis ce jour — ainsi qu'il en avait été convenu avec les représentants des partis de la majorité — au siège du RFE. Deux envois supplé-

● Plusieurs informations convergentes ont déjà montré la manière dont les partis de la «majorité» se préparent activement à utiliser en mars 78 le vote des Français résidant à l'étranger (soit 6 à 700 000 voix), notamment en les orientant vers les circonscriptions «utiles», où la bataille sera chaude.

mentaires identiques au premier seront respectivement confiés les 21 et 23 décembre à MM. Pierre Fouet et Guy le Bloas, directeur de sociétés forestières».

Immédiatement, le ministère publiait une mise au point embarrassée, affirmant d'une part que le vote des Français de l'étranger s'effectuera «dans une totale liberté de choix politique», mais reconnaissant par ailleurs qu'à la

suite d'une correspondance de notre ambassade à Libreville, ces règles lui ont été rappelées». C'était en somme reconnaître l'exactitude des informations publiées par le *Canard Enchaîné*. Ce qui n'avait pas été le cas d'un des fonctionnaires à qui la correspondance en question avait été adressée, et qui avait répondu au journaliste qui lui téléphonait pour confirmation: «Monsieur je vous emmerde».

Il reste en tout cas, en

plus de cette reconnaissance implicite des faits, les nombreuses circulaires adressées à ces émigrés par les partis de la «majorité», leur recommandant de bien voter, et de voter au bon endroit. Il reste aussi ce «RFE», auquel il est fait allusion dans la «correspondance», présidé par l'ancien ministre Maurice Schuman, il se fixe assez ouvertement pour but de collecter les procurations, en vue de les répartir dans les circonscriptions jugées les plus importantes. Bref, une belle et grande manœuvre qui donne bonne opinion de la démocratie parlementaire, telle que la pratique la bourgeoisie.

PROGRAMME TÉLÉ

Jeudi 29 décembre

TF 1

- 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - La poésie que j'aime
 19 h 45 - Mini-chroniques
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Appelez-moi docteur, ou le médecin invisible
Film TV de Jacques Rouland
 21 h 30 - Aix en musique, extraits d'opéras présentés lors
 du Festival de 77 d'Aix-en-Provence
 23 h 05 - Journal et fin

A 2

- 20 h 00 - Journal
 20 h 35 - Banlieue sud-est, *Film en 3 parties, d'après le
 roman de René Fallet*
 22 h 05 - Magma
 22 h 50 - Journal
 23 h 00 - Des compagnons pour vos songes
 23 h 05 - Fin

FR 3

- 20 h 00 - Les jeux de fin d'année
 20 h 35 - La nuit américaine, *Film franco-italien de
 François Truffaut avec Jacqueline Bisset, Jean-
 Pierre Aumont, Jean-Pierre Léaud, François
 Truffaut, Dani. A travers ce film, Truffaut livre
 sa réflexion sur le cinéma. La création d'un film
 et ses aléas quotidiens. Du meilleur Truffaut.*
 22 h 20 - Journal
 22 h 35 - Réussite
 22 h 50 - Fin

Vendredi 30 décembre

- 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - La poésie que j'aime
 19 h 45 - Mini-chroniques
 20 h 00 - Au théâtre ce soir : Le Faiseur, *pièce d'après
 Honoré de Balzac*
 22 h 15 - Mitsi Gaymor et ses 100 boys, *show américain*
 23 h 50 - Journal et fin

A 2

- 17 h 00 - Père Amable, *film d'après Guy de Maupassant.
 Adaptation et réalisation de Claude Santelli.*
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Les folies Offenbach
 21 h 30 - Il était une fois... la télévision, *évocation de la
 télévision des années 60*
 22 h 25 - Journal
 22 h 35 - Ciné club : Les parapluies de Cherbourg, *film
 français de Jacques Demy (1963) avec Catheri-
 ne Deneuve. Film musical d'une merveilleuse
 fraîcheur, musique vive et élégante. Un film
 tendre dans lequel le romantisme côtoie la quo-
 tidieneté. A voir et revoir.*

FR 3

- 20 h 00 - Les jeux de fin d'année
 20 h 30 - Le loup blanc, *feuilleton en trois épisodes d'a-
 près le roman de Paul Féval. N° 1 : L'Albinos
 Un mélodrame rondement mené.*
 21 h 30 - Mexique Magic, *film écrit et réalisé par François
 Reichenbach. Textes de Carlos Fuentes et Oc-
 távio Paz.*
 22 h 30 - Journal et fin.

New York, New York

D'une paire de chaussu- res à l'autre, quel chemi- nement ? Cette question traverse le film de Martin Scorsese : *New York, New York*. Après *Mean Street*, et *Taxi driver*, films tour- nés dans la vraie New York, il a réalisé ce film à Hollywood, en studio et le fait voir. Dans sa filmo- graphie, c'est on peut dire un film flash-back sur ce que fut New York après- guerre.

Un des tout premiers plans cadre une paire de chaussures bicolore, celle de Jimmy Doyle (Robert de Niro) qui fête avec des milliers de new-yorkais la fin de la seconde guerre mondiale. Un des derniers plans nous montre une autre paire de chaussures aux pieds du même Jimmy Doyle, celle-ci est noire et parfaitement classique. D'une paire à l'autre une dizaine d'années se sont écoulées. Jimmy Doyle, jeune homme exubérant, enragé de jazz, et de saxo a fait la conquête de Francine Evans (Lize Minnelli), il l'a épousée, ils ont eu un enfant et leurs routes ont divergé. Jimmy Doyle a connu quelques déboires comme musicien de jazz avant de parvenir à une certaine notoriété. Francine Evans trouve rapidement la gloire comme chanteuse et échappe à la tyrannie égo- centrique de son mari.

De la fin des années quarante à la fin des années cinquante, l'Améri- que triomphe. A la domi- nation impérialiste dans le

monde correspond une pé- riode de faste et d'exu- bérance dans le domaine de la chanson et de la musique : shows colorés, figuration abondante, rien ne semble ternir la folle insouciance des artistes de cette société nantie. De cette époque qui fut la «belle époque» de la bour- geoisie américaine, Scor- sese a gardé une nostalgie évidente. Ce film est symptomatique de l'atta- chement de tout le cinéma à Hollywood. Il est truffé de références à cet univers hollywoodien, les décors en particulier clament leur appartenance à ce monde factive et enclos. Ces dernières années, de nom- breux films de réalisateurs américains ont féroce- ment critiqué Hollywood et l'in- dustrie du cinéma US, (par exemple certains films de Mel Brooks, de John Hus- ton, d'Arthur Penn, Sidney Pollack etc. *New York, New York*, au contraire s'attendrit sur l'époque faste d'Hollywood et de Broadway. Martin Scor- sese marque sa dette vis-à- vis des films de ce temps qui vont marquer sa jeu- nesse et leur rend homma- ge.

Le temps des comédies sucrées est révolu : aussi ce film n'est-il pas l'histoire d'un amour heureux, mais bien celle de l'impossibilité d'un amour heureux. Franci- ne et Jimmy vont compren- dre que les belles années d'un amour un peu fou sont passées, ils ne les revivront pas. Une autre époque s'annonce, celle de la crise

de conscience consécutive au déclin de l'Amérique. Le film se termine sur le doute de Jimmy qui ne comprend pas encore ce que sera demain.

Pas de «Happy end», mais la nostalgie des an- nées perdues, Martin Scorsese, termine sur une note teintée de tristesse. Il n'a pu faire revivre l'am- biance de cette époque révolue, il n'a pu qu'en agiter les oripeaux les plus

étincelants pour nous montrer à regret qu'un ressort est cassé.

Martin Scorsese démon- tre que si Hollywood a produit du temps de sa splendeur des films enchanteurs, il est vain aujourd'hui d'espérer le retour de cet «âge d'or» du cinéma américain, ou de vouloir le recréer.

Serge LIVET

COMMUNIQUE

Le 15 décembre dernier, Albert Boadella, directeur de la troupe Els Joglars de Barcelone, a été arrêté et incarcéré pour avoir mis en scène une pièce «La Torna», présentant l'arrestation, le procès et l'exécution de Heinz Txez, citoyen polonais fusillé par les autorités franquistes à Tarragone le 2 mars 1974. Le jour même où Salvador Puig Antich était fusillé à Barcelone.

Albert Boadella est inculpé d'injures et d'outrages à l'armée. Or, le 6 septembre 1977, Albert Boadella recevait toutes les autorisations du Ministère de la Culture pour la représentation de la pièce, qui a été jouée pendant plusieurs semaines sans que les autorités n'interviennent.

Les personnalités soussignées s'élèvent avec indignation contre le fait que l'instruction se déroule dans le cadre de la juridiction militaire. Elles proclament leur solidarité pleine et entière avec Albert Boadella. Elles réclament sa mise en liberté immédiate.

Adresser les signatures à :
 Béatrix ANDRADE
 24, rue du PRINTEMPS
 75017 PARIS.

Cette pétition a déjà été signée par près d'une centaine d'artistes dont :
 Béatrix Andrade, Roger Blin, Antoine Bourseiller,
 Patrice Chereau, Jorge Lavelli, Ariane Mnouchkine.

Et l'acier fut trempé

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

28^e épisode

Joukhraï, un bolchévick, a été arrêté. Pavel Kortchagnine vient de le croiser entre deux soldats. Pavel marche en imaginant comment libérer son camarade.

Il marcha au bord de la route. Joukhraï l'aperçut lorsqu'il fut à quelques pas.

Un regard de l'œil valide. Un frémissement des épais sourcils. De surprise, le matelot ralentit sa marche et sentit aussitôt dans le dos la pointe de la baïonnette.

— Remue-toi ou tu reçois un coup de crosse ! hurla le soldat d'une voix suraiguë.

Joukhraï hâta le pas. Il voulut dire quelque chose à Pavel, mais se borna à un signe de la main.

Craignant d'attirer l'attention de l'homme aux moustaches rousses, le garçon se détourna, jouant l'indifférence.

Mais une inquiétude le tenaillait : « Si je le rate, la balle risque de blesser Joukhraï... »

Mais avait-il seulement le temps de penser, alors que le péliourien arrivait déjà à son niveau ?

Et voici ce qui arriva : lorsque le moustachu le croisa, Kortchaguine bondit soudain sur lui et, s'agrippant au fusil, le rabattit brutalement vers le sol.

La baïonnette grinça sur le pavé.

Le soldat, qui ne s'attendait pas à cette attaque, fut tout d'abord frappé de stupeur, mais il se ressaisit aussitôt et tira violemment le fusil à lui. S'y accrochant de tout son poids, Pavel parvint à le retenir. Le coup partit. La balle ricocha sur un pavé et disparut dans le fossé avec un miaulement.

Joukhraï fit un écart en entendant la détonation et se retourna. Le soldat lutta frénétiquement pour arracher son arme des mains du garçon, à qui il tordait les bras en la tournant dans tous les sens. Pavel tenait bon. Alors, fou de rage, le soldat le jeta brusquement à terre, mais il tomba lui-même, entraîné par le fusil que nulle force au monde n'aurait pu faire lâcher à son adversaire.

En deux bonds, Joukhraï les rejoignit. Son poing de fer décrivit un arc et s'abattit sur la tête du soldat. Une seconde plus tard, séparé de Pavel étendu à terre, celui-ci recevait deux coups terribles en plein visage et s'écroutait lourdement dans le fossé.

Les mêmes bras vigoureux soulevèrent Pavel et le remirent d'aplomb sur ses jambes.

Victor, qui avait déjà fait une centaine de mètres depuis le carrefour, marchait en sifflant : « Comme la plume au vent... » Il était encore sous l'effet de son entrevue avec Lise et de sa promesse d'un rendez-vous pour le lendemain, près de l'usine abandonnée.

Parmi les don Juan du lycée, Lise Soukharko avait la réputation d'être audacieuse en matière d'amour.

Le cynique Simon Zalivanov s'était vanté un jour devant Victor de l'avoir possédée. Et, bien que Lechtehinski ne le crût pas sur parole, Lise ne s'en présentait pas moins comme une proie intéressante, tentante. Demain, il verrait bien si ce prétentieux de Simon avait dit la vérité.

« Si seulement elle vient, je n'irai pas par quatre chemins. Elle se laisse bien embrasser. Et si Simon n'a pas bluffé... » Les pensées de Victor furent brutalement interrompues. Il s'écarta pour laisser passer deux péliouriens. L'un d'eux montait un cheval à la queue coupée et balançait à la main un seau de toile : il allait sans doute à l'abreuvoir. L'autre, vêtu d'une capote courte et d'une très large culotte bleu, tenait d'une main le genou du cavalier et bavardait gaiement avec lui.

Victor s'apprêtait à reprendre son chemin lorsqu'une détonation assourdissante vint le surprendre. Se retournant, il vit le cavalier lancer son cheval au galop vers la chaussée, en direction du coup de feu. Son compagnon le suivait en courant, retenant son sabre.

A SUIVRE

Proche Orient

BEGIN PRÉCISE SON PLAN

Ismaïlia, c'est un nouveau pas de Sadate vers le règlement séparé et la capitulation. Begin exposant son plan devant la Knesset a déclaré : «Le plan israélien accordant l'autonomie à la Judée-Samarie (la Cisjordanie) et à la bande de Gaza est définitif et immuable». Son plan de règlement tel qu'il l'a exposé à la Knesset ne fait que confirmer la volonté d'Israël d'annexer dès que possible la Cisjordanie et Gaza. C'est un plan d'annexion que Begin fait passer pour un plan de règlement : autonomie administrative des «résidents arabes» sous occupation israélienne (la responsabilité de la sécurité et de la police restera conférée à Israël).

— Les «résidents» pourront choisir entre la citoyenneté israélienne ou jordanienne.

— Quant au pouvoir du conseil des «résidents arabes» devant gérer l'autonomie administrative, ils seront définis par une commission tripartite formée de délégués jordaniens, israéliens et palestiniens et les décisions seront prises à l'unanimité.

— Les Israéliens auront le droit d'acheter des terres et de s'installer en Cisjordanie et à Gaza. Ce même droit n'est pas reconnu aux «résidents» arabes qui n'auront pas opté pour la citoyenneté israélienne.

— Une commission tripartite (Jordaniens-Israéliens Palestiniens) s'occupera du retour de certains «réfu-

giés». Ses décisions devront être prises à l'unanimité.

Il vient en effet de déclarer au cours d'une interview à la chaîne de TV américaine NBC : «Les Israéliens sont favorables à une certaine forme d'autonomie. Nous sommes pour l'autodétermination des Palestiniens. N'est-ce pas là un grand progrès et un véritable succès quarante jours seulement après une visite à Jérusalem?»

Il a aussi dit qu'il espérait qu'un règlement de paix au Proche Orient pourrait être obtenu vers le mois de mars.

En clair toutes ces mesures ne font que favoriser le projet d'annexion d'Israël.

Face à ce «résultat» de sa politique de capitulation, Sadate continue à vouloir mystifier le peuple égyptien et persiste à croire à des «résultats concrets» pour un très proche avenir.

DÉMARCHES AMERICAINES

Le département d'Etat américain parle de «progrès concrets» au sujet de la rencontre d'Ismaïlia. Carter devrait rencontrer en Iran Hussein de Jordanie pour tenter de le convaincre de se joindre à la discussion du plan de Begin.

CARTER À VARSOVIE

Les Etats-Unis et la Pologne

Lorsque Brzezinski, le conseiller spécial de Carter avait présenté le voyage du président américain, il avait affirmé que la visite en Pologne serait l'occasion de souligner le soutien moral des Etats Unis pour l'indépendance de l'Europe de l'Est à l'égard de l'Union Soviétique. «Il n'y a pas de raison particulière à avoir choisi la Pologne plutôt que disons, la Roumanie dont la politique étrangère est beaucoup plus indépendante de Moscou... Mais il y a beaucoup d'électeurs polonais américains qui gardent des liens étroits avec leurs pays», précisait-il y a quelques jours les conseillers du président US.

Bien qu'il soit dit vouloir détendre les rapports Est-Ouest, le voyage en Pologne se présente à bien des égards comme une intrusion délibérée dans l'empire soviétique que les USA ont reconnu lors de la conférence d'Helsinki en 1975. La conférence de presse qu'il doit donner à Varsovie donnera une idée du point jusqu'où Carter veut pousser les choses. Mais à coup sûr le choix de la Pologne ne relève pas de seules considérations électorales, et l'alignement de la politique extérieure polonaise sur celle du Kremlin est loin de régler à

lui seul la question des relations entre les USA et la Pologne.

Les USA disposent de moyens d'intervention en Pologne rendus plus efficaces par les difficultés politiques que rencontre le gouvernement Gierk. Ces moyens ne se trouvent pas seulement dans l'extension prise par les relations économiques entre la Pologne et l'Ouest. Ils se trouvent également dans l'évolution prise par le régime pour combattre l'essor du mouvement ouvrier qui s'était manifesté avec vigueur lors des soulèvements de Gdansk en 1970 entraînant la chute du gouvernement Gomulka.

GIEREK ET L'OUEST : LE PLUS IMPORTANT ESSOR DES RELATIONS ÉCONOMIQUES

Dès sa nomination au poste de premier secrétaire du POUP, Gierk entreprend une réforme économique dont le but est d'accélérer l'industrialisation de la Pologne. Le résultat en est que les Soviétiques accélèrent l'intégration économique : la plus spectaculaire des réalisations de ce plan, l'ensemble sidérurgique de Katowice est équipé par l'URSS et appelé à tra-

vailler pour elle. Une voie ferrée spéciale est créée pour apporter le minerai soviétique qu'elle doit traiter et remporter l'acier que la Pologne doit fournir à titre de paiement. Un autre résultat en est l'extension prise par ses échanges avec l'Ouest. Entre 1970 et 1975, elle devient le premier partenaire économique de l'Ouest après l'URSS, dépassant la RDA. Le volume de ses échanges passe de 2 millions de dollars à 9,5 millions de dollars ; ceux de la RDA de 2,3 millions à 5,5 millions. Cette extension est due à une augmentation des achats de bien d'équipement proportionnellement plus importante que celle de l'URSS pour la même période. Dans le même temps, la part prise par le commerce avec l'Ouest au détriment des échanges au sein du CAEM progresse plus vite que pour les autres pays : en 1970 la part du CAEM était de 63,1 % des échanges de la Pologne, celle de l'Occident de 27,1 %. En 1975, les chiffres étaient de 49,7 % et 41,3 %. A titre de comparaison, les chiffres concernant la Roumanie étaient en 1970 de 67,3 % pour le CAEM et 35,8 % pour l'Occident en 1975, ils étaient de 66,2 et 39,1 %.

Cette situation a d'abord pour effet de gonfler la

dette de la Pologne à l'égard de l'Ouest. Mais elle a également pour effet de donner aux pays occidentaux et d'abord aux USA, une plus grande marge de manœuvre à l'égard de la Pologne.

Grégoire CARRAT

ARGENTINE

Malgré les démarches faites par le gouvernement français, la dictature de Videla refuse de prendre des mesures pour retrouver les religieuses enlevées au début du mois de décembre.

ALLEMAGNE

Verena Becker, prisonnière politique, membre de la Fraction Armée Rouge, a été condamnée à la prison à perpétuité après un procès auquel elle a refusé de participer.

SOMALIE

Le gouvernement somalien annonce de nouveaux bombardements par l'aviation éthiopienne des villes somaliennes d'Hargeisa et Berbera. La DCA somalienne aurait abattu plusieurs Mig.

Portugal : Soares chargé de former un nouveau gouvernement

Trois semaines après la chute de son gouvernement Mario Soares a été pressenti pour «commencer à entreprendre des négociations en vue de former un nouveau gouvernement». Soares n'est pas formellement désigné par le président de la République : il n'a donc pas de délai pour tenter de mettre sur pied une combinaison gouvernementale. Alors que le dirigeant du PS portugais n'a obtenu l'appui ni des partis de droite, ni du parti révisionniste de Cunhal qui l'avaient renversé, il pourrait proposer un cabinet centré sur le PS avec des «sympathisants» des autres partis et des «techniciens».

Il est en tout cas assez urgent pour la bourgeoisie portugaise d'arriver à mettre sur pied un gouvernement. Il faut en effet un interlocuteur au Fonds monétaire international qui doit combler par un prêt le déficit de la balance commerciale à condition qu'un plan d'austérité soit appliqué. C'est à propos de ces négociations que Soares avait été renversé. Si un gouvernement crédible ne pouvait être mis sur pied, on s'acheminerait vers des législatives anticipées.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Tunisie

UNE ARMÉE EN CRISE

● Avec la formation du nouveau cabinet Nourra, cette semaine, cabinet cristallisant les tenants d'une ligne autoritaire, opposés aux réformes préconisées par l'opposition, on aura vu l'aboutissement d'une année marquée par de très importantes luttes des travailleurs tunisiens et des contradictions croissantes entre les fractions de la classe dirigeante.

La Tunisie vit sous le régime du parti unique de Bourguiba, le PSD (Parti socialiste destourien). Ce parti, qui se réclame de la lutte contre le colonialisme reflète aujourd'hui les intérêts d'une couche dirigeante très liée aux différents impérialismes et qui ouvre largement le pays à leurs investissements. Aucune association, aucun syndicat n'échappe à l'emprise du parti gouvernemental, y compris le syndicat ouvrier l'UGTT. On fait tout pour que le travailleur syndiqué prenne sa carte du parti. Depuis 1973, il est même

obligatoire que les dirigeants du syndicat soient membres du bureau politique du PSD.

Au début de cette année l'UGTT signait avec le gouvernement un «pacte social» limitant le droit de grève, destiné à «préserver la paix sociale, à accroître la production et à améliorer le pouvoir d'achat et les conditions de vie et de travail des salariés». Cet accord était considéré comme devant mettre fin aux grèves «sauvages» de plus en plus nombreuses, qui se sont multipliées ces dernières années, échappant au contrôle de la

direction syndicale, (ce fut le cas en 1976 aux piles DHIA et au groupe de presse Dar-as-Sabah).

Le développement des luttes cette année va déjouer ces plans de collaboration de classe. C'est en octobre la lutte des travailleurs de Ksar Hellal, l'usine textile la plus importante du pays : ceux-ci demandent le départ de leur directeur. Le gouvernement envoie la police et l'armée qui exerce une répression très violente : la ville est en état de siège pendant plusieurs jours. Cette lutte rencontre un grand mouvement de solidarité dans toute la Tunisie. En décembre, ce sont les grèves des 13 000 ouvriers des mines de phosphate qui entrent en lutte pour leurs salaires.

Devant cette combativité remarquable de la classe ouvrière tunisienne face à la politique d'austérité et de répression du gouvernement, le secrétaire général de l'UGTT Habib Achour, au lieu de réprimer ces mouvements a tonté de les récupérer. Les ministres démissionnaires ainsi que les oppositionnels anciens membres du PSD utilisent également la situation sociale pour mettre en avant une alternative réformatrice à la crise (pluripartisme, démocratisation, etc...). Ces contradictions au sein de la bourgeoisie sont également le reflet de lutte d'influence entre différents impérialismes, Nourra et Bourguiba junior qui se retrouvent dans le nouveau cabinet étant considérés comme particulièrement liés à l'impérialisme US.